Numéro 148

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
MARS - AVRIL 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°148
Mars - Avril 2026

SOMMAIRE

- Sylvain Shomba Kinyamba, Régine Nambuwa Bila Lenge, *Les rapports de genre et les dynamiques économiques au sein du ménage : le pillage de l'époux au travers de son statut de pourvoyeur à Kinshasa*……1
- Dieudonné Mabele Akambu, *Actualité et légitimité de la pensée politique de Hannah Arendt en Afrique. Le besoin de comprendre*……...11
- Herman Umba Jimmy, *Vers une convention sur le travail décent dans l'économie des plateformes. Pour quelles perspectives des réformes en droit positif Congolais ?* ……...17
- Edgar Emungu Okende, Kléber Mwalaba, *Concentration du secteur bancaire, intermédiation financière et stabilité du système : une analyse économétrique et structurelle du cas de la RD Congo 2021 à 2023*……27
- Guelor Manzita Don de Dieu, *Pouvoir constitutionnel de détention reconnu aux officiers de police judiciaire en RD Congo : lorsque la garde à vue se transforme en garde en vue, garde à vie, impliquant la nécessité d'une garde en vie*……...38
- Joël Mue Ntsina, Léon Mbadu Khonde, Clarisse Botungu Moloto, *Efficacité interne qualitative de l'enseignement spécial dispensé aux personnes vivant avec handicap. Enquête menée au centre de formation professionnelle Koli Elombe*……..48
- Anastasie Rugemaninzi Kadjuru, *Diagnostic stratégique et redressement structurel des entreprises du portefeuille en RD Congo. Regards sur les stratégies et les réformes*……55
- Christian Atukumbusa Tulengi, Guylord Kakenza Kitumba, Rida Kutunga Nijikap, *Antécédents familiaux et compétences entrepreneuriales : une analyse du domaine « ressources » du modèle EntreComp en contexte universitaire congolais*……64
- Ezekiel Kipey Ezekiel, Glodie Mamboti Mukwasandi, Papy-Ferdinand Kimuanga Eyambo, *Défis et contraintes à l'entrepreneuriat agricole en République Démocratique du Congo : une analyse à travers le Business Model GRP*……71
- Ikade Ilunga Bukasa, *La réglementation de la concurrence en RD Congo. Entre modernité normative et déficit d'effectivité. Analyse critique de la loi-organique n°18-020 du 9 juillet 2018*……..79
- Charles Masuwa Masuwa, Stéphane Kikanda Kamango, Clément-Duxin Mvumbi Ntedika, *Dilemme structurel de l'économie congolaise et ses minerais*……87
- Paul Oleko w'Oleko, *Problématique du contrôle mixte de la cour des comptes et de l'inspection générale des finances*……...93
- Georgin Mutemuni Chancard, *Suspension du contrat de travail en cas d'appel ou rappel sous le drapeau en droit congolais*……...101
- Aaron Djengo Imponga, *Le régime juridique de l'interprétation de la constitution en droit positif congolais : analyse et perspectives de rationalisation.* ……111
- Jean-Pierre Ntal Onim, Emmanuel Mukundi Nyembo Kahumba, *Libéralisation financière et enjeux de développement des pays les moins avances : une application à l'économie congolaise*……...120
- Man David Kiala T'Sinda, Jean-Pierre Khonde Mabiala, *Dette extérieure et dynamique de croissance économique en République Démocratique du Congo : analyse empirique par effets seuils*……..135
- Jacky Cidibi Cimanga, *L'établissement de la filiation paternelle à l'aune des techniques de Procréation Médicalement Assistée : cas de l'insémination artificielle avec tiers-donneur*……142

- Démiguel Maketama Malonda, *Enquête préalable à la concession sur les terres rurales : regard critique sur la réforme foncière de 2025*……151
- Joseph Weloli Bolosambe, *Le seuil de représentativité judiciairement octroyé et la problématique de l'attribution des sièges. L'expertise électorale à l'épreuve de la décision sous l'arrêt RCE 00437/DN-CR* ……161
- Lionel Basila Bofaya, *Dilemme d'une sécurité durable dans la partie est de la RD Congo : essai d'une théorie des stratégies multidimensionnelles*……168
- Fiston Ituba, *L'urgence budgétaire à l'épreuve du droit comparé africain : le cas de la République Démocratique du Congo*……..175
- Julien Nshimba Mpiana, *Politiques éducatives et marginalisation structurelle des peuples autochtones pygmées en RD Congo : entre inclusion proclamée et exclusion vécue*……180
- Denise Siwako Situka, Josué Ozowa Latem, *Impact des relations dysfonctionnelles du couple sur la santé mentale de la femme enceinte*……..188
- Landry Amani Miruho, *L'anachronisme de la responsabilité civile pour fait d'autrui en droit congolais : vers une adaptation aux mutations socio-culturelles contemporaines*……193
- Serge Kisweso N'sende N'sende, *Corruption électorale à Kinshasa : analyse de la légitimation collective lors de la campagne électorale de 2023*……..200
- Christian Bule Widi, Christ-Vie Ngoy Bolinda, *Le tourisme culturel et la préservation des écosystèmes : vers un équilibre durable ?* ……210
- Seraphin Lualaba Kitenge, *Déterminants du taux de change dans une économie dollarisée : vérification empirique par le modèle ARDL de la RD Congo*……217
- Serge Mbemba N'tumbu, Adélard Bulemba Kafula, *Question de perception des charges ménagères par les hommes de Kasongo-Lunda : esquisse sur le genre*……..223
- Matthieu Lukusa Lufukona, *L'état civil, fondement juridique de la citoyenneté en RD Congo*……..230
- Peter Tshimanga Tshimanga, *La résolution du contrat de vente en droit OHADA : entre recul et avancée significative*……238
- Georgin Mutemuni Chancard, *Paradigme de l'ancrage juridique et institutionnel de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Marchés des Substances Minérales Stratégiques (ARECOMS) en RD Congo*……..244
- Matthieu Lukusa Lufukona, *La modernisation juridique et numérique de l'état civil en République Démocratique du Congo : enjeux, défis et perspectives de réforme*……250
- Kléber Mwalaba, Christian Mulenda Nge, *La cohérence des fonds de garantie en RD Congo : entre flou conceptuel et efficacité fonctionnelle. Une analyse économétrique pour les gestionnaires financiers*……..257
- Nelson Lothape Madimbo, *Pertinence, efficacité et mise en œuvre effective de la loi n°15/025 relative aux baux à loyer non professionnels : analyse empirique dans la commune de Kintambo*……...268
- Benoit Lukusa Kanku, Jacques Ntsha Nganziala, *Opérationnalité du management de temps pour la performance des structures sanitaires du niveau périphérique en RD Congo. Cas de l'hôpital central militaire et de la police nationale congolaise ville de Kinshasa*……281
- Dieu merci Mindani Kubayele, Matthieu Tshabola Mbuyi, *La non-installation des tribunaux administratifs en RD Congo : analyse du vide juridique transitoire et enjeux pour l'effectivité de l'État de droit*……288
- Joséphat Tshianda Kapinga, Jeanne Nyakato Beangere, Bernadette Muisaka Kamono, *Comportements relationnels des élèves de Kinshasa en situation d'échec scolaire : observations des enseignants en milieu scolaire*……..296
- Fidèle Mayenge Yuma, *Réflexion sur la légitimité des élus pendant la période de glissement en RD Congo*……..301
- Daniel Furaha Uma, *Exploitation forestière, diversification économique et réduction de la vulnérabilité des ménages : une approche logistique.* ……...309

- Glody Lekiari Bentshura, *L'interprétation créatrice du juge administratif congolais*…….318
- Gérard Mulimbi Kasongo, *Déterminants clés de succès associes aux différentes phases du cycle de vie d'une PME dans le contexte de pays en développement. Cas de la RD Congo : une analyse exploratoire* ……326
- Moïse Mussa Kabwankubi, *Impact de l'évasion fiscale sur la mobilisation des recettes publiques en RD Congo. Une analyse empirique par le modèle de Régression multiple et implication de politique économique*……..344
- Olivier Tombe Tombe, Hervé Matunguna Kwilu, Norbert Musanga Amisi, *Choix et participation des jeunes kinois au secteur non formel de l'éducation : analyse empirique dans la commune de Lemba (Kinshasa, RDC)* ……355
- Serge Lokokie Ikongansamo, Joseph Mwina Kiangebeni, *Pratiques managériales et croissance des moyennes entreprises implantées dans le district de Lukunga*……365
-

DETTE EXTERIEURE ET DYNAMIQUE DE CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

analyse empirique par effets seuils.

par

Man David KIALA T'SINDA[1]

Maître en Economie du développement et Chercheur en finances

Jean-Pierre KHONDE MABIALA[2]

Maître en Gestion de la Politique Economique, en Gouvernance des Organisations pour le Développement International et chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Kinshasa

Résumé

Cet article examine l'effet non linéaire de la dette publique extérieure sur la croissance économique en République démocratique du Congo sur la période 1985-2023, à l'aide d'un modèle combinant un modèle de régression autorégressive à retards échelonnés (ARDL) et un modèle de régression à seuil discret. L'analyse saisit les dynamiques de court et de long terme et prend en compte les effets non linéaires de la dette selon les régimes d'endettement.

Les résultats montrent l'existence d'une relation stable à long terme entre la dette publique extérieure et la croissance économique. En d'autres termes, la dette n'a un impact positif et significatif qu'à long terme et dans certaines limites de soutenabilité. Par contre, les effets à court terme de la dette extérieure sur la croissance sont insignifiants, et un niveau d'endettement excessif pénalise à la croissance économique en augmentant le poids de la dette et en engendrant une instabilité macroéconomique. L'estimation des seuils confirme la non-linéarité de la relation dette-croissance, indiquant que les emprunts extérieurs ne soutiennent la croissance que dans une fourchette d'endettement intermédiaire. Ces résultats mettent en évidence la nécessité d'une gestion prudente de la dette, d'une utilisation efficace des ressources empruntées et d'une stabilité macroéconomique pour transformer la dette publique extérieure en un moteur de croissance à long terme en RDC.

Mots clés : *Dette publique extérieure, croissance économique, viabilité de la dette, effets de seuil, République démocratique du Congo, ARDL*

Abstract

This article examines the non-linear effect of external public debt on economic growth in the Democratic Republic of Congo over the period 1985-2023, using a model that combines an autoregressive distributed lag (ARDL) regression model and a threshold regression model. The analysis captures both short-term and long-term dynamics and takes into account the non-linear effects of debt according to debt regimes.

The results show the existence of a stable long-term relationship between external public debt and economic growth. In other words, debt only has a positive and significant impact in the long term and within certain sustainability limits. On the other hand, the short-term effects of external debt on growth are insignificant, and an excessive level of indebtedness penalizes economic growth by increasing the debt burden and causing macroeconomic instability. The estimation of thresholds confirms the non-linearity of the debt-growth relationship, indicating that external borrowing only supports growth within an intermediate range of indebtedness. These results highlight the need for prudent debt management, efficient use of borrowed resources, and macroeconomic stability to transform external public debt into a long-term growth engine in the DRC.

Keywords : *External public debt, economic growth, debt sustainability, threshold effects, Democratic Republic of Congo, ARDL*

INTRODUCTION

La dette publique extérieure occupe depuis longtemps une place centrale en économie du développement, reflétant à la fois son potentiel d'accélération de l'accumulation de capital et sa capacité à freiner la croissance à long terme lorsqu'elle est mal gérée. Pour les pays avec une épargne intérieure faible, l'emprunt extérieur est un mécanisme nécessaire pour financer les infrastructures, le capital humain et les investissements productifs. Cependant, ce même instrument peut devenir un passif macroéconomique lorsque l'endettement excède la croissance économique ou lorsque les fonds empruntés sont utilisés à des fins improductives. Cette dualité alimente un débat récurrent dans la ittérature sur le rôle de la dette publique comme moteur de la croissance ou frein structurel au développement durable (Barro, 1994 ; Easterly, 2002).

[1] Tél: +243814112350 ; E-mail : mdavidkiala@gmail.com
[2] Tél: +243817283919, E-mail : khondejpchelin@gmail.com

Les approches théoriques offrent des points de vue divergents sur cette relation. Dans une perspective ricardienne, des déficits publics persistants signifient les impôts futurs plus élevés, réduisant ainsi l'investissement privé et étouffant les perspectives de croissance (Barro, 1974). Par contre, les théories de croissance endogène mettent en évidence que l'investissement public financé par la dette, lorsqu'il est efficacement alloué, peut favoriser la croissance à long terme en augmentant les capacités de production, en améliorant les infrastructures et en renforçant le capital humain (Gaudet Mbumba, 1997). Cependant, ces effets positifs sont fortement conditionnés par la qualité des institutions, de la discipline budgétaire et de l'orientation stratégique des dépenses publiques. Dans des contextes caractérisés par une gouvernance faible et une capacité d'absorption limitée, les effets positifs de la dette publique sur la croissance ne se matérialisent pas.

Les évidences empiriques mettent en avant la complexité de la relation entre dette et croissance, particulièrement dans les pays en développement et fragiles. Si certaines études montrent une relation positive pour des niveaux d'endettement modérés, d'autres mettent en évidence des relations non linéaires où un endettement excessif affecte négativement la croissance à travers des effets d'éviction, des coûts de service de la dette plus élevés et une vulnérabilité macroéconomique accrue (Ferry, 2021 ; Rielf, 2020). Ces résultats indiquent l'existence de seuils critiques au-delà desquels la dette publique devient néfaste, mettant ainsi en évidence l'importance de la durabilité plutôt que du niveau d'endettement lui-même.

L'expérience de la République Démocratique du Congo est particulièrement instructive à cet égard. Depuis les années 1980, le pays a massivement eu recours à l'emprunt extérieur pour compenser des déficits budgétaires chroniques et combler d'importants manques d'infrastructures. Avant l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés), le niveau de la dette extérieure supérieure 150 % du PIB, ce qui correspondait à une stagnation économique prolongée et des crises répétées de la balance des paiements (FMI, 2023). Malgré un allègement substantiel de la dette en 2009-2010, qui a temporairement restauré des marges de manœuvre budgétaires et favorisé une croissance forte, la RDC a vu son endettement extérieur augmenter à nouveau au cours de la dernière décennie, dans un contexte de contraintes structurelles et institutionnelles persistantes (Banque mondiale, 2023).

Cette évolution historique interroge sur l'efficacité de la dette publique extérieure comme outil de développement en RDC. Si l'endettement croissant s'est justifié par le financement des infrastructures, de l'éducation et de la santé, la croissance économique est restée instable et très dépendante des chocs extérieurs, en particulier des variations des prix mondiaux des matières premières. Ces observations impliquent que l'effet de la dette extérieure sur la croissance n'est pas nécessairement linéaire et que son efficacité dépend de la façon dont les fonds empruntés sont utilisés et alloués dans l'économie.

Dans ce contexte, l'étude s'inscrit dans un cadre de croissance endogène, en s'appuyant sur les cadres théoriques de soutenabilité de la dette, qui mettent en évidence que l'effet de la dette publique sur la croissance économique est non linéaire et dépend du niveau d'endettement (Krugman, 1988 ; Sachs, 1989 ; Pattillo, Poirson & Ricci, 2002). Pour appréhender empiriquement ces relations non linéaires, un modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL) est associé à une régression à seuil selon les contributions méthodologiques de Hansen (1999), afin de déterminer les relations de long et de court terme ainsi que les seuils de la dette dépendants du régime. Ce faisant, l'article contribue à la littérature en fournissant des preuves empiriques adaptées au contexte d'une économie fragile et riche en ressources naturelles et des pistes de réflexion pour les politiques publiques sur la façon d'aligner les emprunts extérieurs sur les objectifs de croissance à long terme et de viabilité budgétaire.

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE DES EFFETS DE LA DETTE EXTERIEURE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Les études empiriques sur le lien entre dette publique et croissance économique ont abouti à des résultats contrastés et souvent contextuels, en raison des différences de méthodologie, d'horizon temporel et de spécificités nationales. Les premières études comparatives internationales de Reinhart et Rogoff (2010), basées sur une analyse statistique descriptive d'un grand nombre de données historiques, indiquent que la dette publique devient néfaste pour la croissance au-delà d'un seuil critique, généralement autour de 90% du PIB. Leurs résultats montrent un ralentissement de la croissance économique au-delà de ce seuil, confirmant l'hypothèse d'effets non linéaires de la dette. Mais des réplications ultérieures par Herndon, Ash et Pollin (2014) avec des données corrigées et d'autres techniques montrent que la croissance ralentit plus doucement au-delà de ce seuil, contestant l'universalité et l'ampleur de l'effet de surendettement.

D'autres preuves empiriques soutiennent l'hypothèse d'une relation non linéaire entre la dette et la croissance. Woo et Kumar (2010), en utilisant des régressions sur données de panel avec variables instrumentales pour corriger l'endogénéité et la causalité inverse entre les économies avancées et

émergentes, trouvent une relation inverse robuste entre la dette publique initiale et la croissance future. Leurs résultats indiquent qu'une hausse de dix points de pourcentage du ratio dette/PIB diminue la croissance annuelle du PIB par habitant d'environ 0,2 point de pourcentage, avec des effets plus prononcés dans les pays en développement. Cette recherche met en évidence l'importance de maîtriser les fondamentaux macroéconomiques et les facteurs institutionnels, et souligne que la soutenabilité de la dette est plus importante que son accumulation.

Des analyses par pays viennent compléter l'étude sur la manière dont la qualité des institutions et la gestion budgétaire affectent la relation dette-croissance. Ben Ltaief (2014), en utilisant des méthodes de données de panel sur des pays endettés, trouve que la dette publique affecte négativement la croissance au-delà des seuils de type Maastricht, tandis que des niveaux d'endettement modérés sont liés à des effets positifs sur la croissance dans les économies disciplinées budgétairement. De même, Ibrahim (2013), à l'aide des modèles à effets fixes et aléatoires pour les pays d'Afrique de l'Est sur la période 1981-2014, montre un effet négatif et statistiquement significatif de la dette extérieure sur la croissance économique, traduisant une faible capacité d'absorption et une mauvaise allocation des ressources empruntées dans ces économies.

Les données empiriques d'Afrique du Nord, et du Maroc en particulier, brossent un tableau plus complexe. Taouil Fatima-Zahra (2024) à travers une analyse de séries temporelles, montre que la dette publique favorise la croissance si elle est dans des limites soutenables, mais qu'elle freine si elle devient excessive. Les travaux d'Es-Sounboula et Hefnaoui (2019) au Maroc sur la période 1998-2017 à l'aide d'un modèle VAR structurel, montrent que la dette publique extérieure a un impact positif sur la croissance économique, mais que le service de la dette pèse sur les performances macroéconomiques. Les mêmes résultats sont obtenus par El Bettioui et Ouia (2018) et Majidi et Driouchi (2023) dont les régressions multiples montrent une relation positive entre dette et croissance à condition d'une gestion prudente de la dette.

Les travaux empiriques sur l'Afrique subsaharienne et les économies fragiles utilisent de plus en plus les modèles à seuil et à changement de régime pour appréhender les non-linéarités. Omotosho et al. (2016) avec un modèle de régression à seuil au Nigéria sur la période 2005-2015, trouvent des seuils d'endettement au-delà desquels la dette publique et extérieure a des effets négatifs sur la croissance. De même, Minea et Parent (2012), en utilisant un modèle de régression à transition lisse sur données de panel sur les données de l'OCDE, trouvent plusieurs seuils d'endettement au lieu d'un seul niveau fixe, soutenant l'idée d'une relation dette-croissance dépendante des régimes. Ces résultats mettent en évidence l'intérêt des approches en seuil pour des pays comme la RDC où la dynamique de la dette, les contraintes institutionnelles et l'exposition aux chocs externes déterminent conjointement la croissance à long terme.

II. ANALYSE EMPIRIQUE DES EFFETS DYNAMIQUES ET SEUIL CRITIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE EN RDC

Cette section analyse la relation empirique entre la dette publique extérieure et la croissance économique en RDC. Pour appréhender les dynamiques de court et de long terme, l'analyse fait appel à des méthodes de cointégration qui détectent des relations d'équilibre stables au-delà des variations conjoncturelles. Une régression à seuil est également utilisée pour capturer les effets non linéaires potentiels, où l'effet de la dette sur la croissance peut différer en fonction des niveaux d'endettement. Ce cadre méthodologique combiné permet une analyse exhaustive de l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique en RDC.

2.1. Spécification du modèle

Cette recherche utilise les théories keynésienne, néoclassique et de la croissance endogène pour modéliser la relation dette-croissance en RDC. D'un point de vue Keynésien, la dette publique peut relancer la production à court terme en finançant des dépenses publiques qui stimulent la demande globale et l'emploi. La vision néoclassique, elle, alerte sur les dangers de distorsions à long terme d'un endettement trop important (effet d'éviction, hausse des taux d'intérêt, anticipation d'une hausse future des impôts). La théorie de la croissance endogène réconcilie ces perspectives en soutenant que la dette peut stimuler la croissance si elle finance des investissements productifs dans les infrastructures, l'éducation et la santé, mais jusqu'à un certain seuil. Au-delà, les coûts et les inefficiences du service de la dette entravent la croissance. Ces considérations théoriques motivent une spécification non linéaire où l'effet de la dette sur la croissance est fonction de son niveau d'endettement.

Ainsi, l'approche empirique associe une équation de croissance de long terme à un modèle de seuil pour capturer les changements de régime dans la relation dette-croissance. Un endettement modéré peut relâcher les contraintes de financement et stimuler l'accumulation de capital, tandis qu'un endettement

excessif peut comprimer les marges budgétaires, augmenter le service de la dette et nuire à l'allocation des ressources. La régression à seuil permet à l'effet de la dette de dépendre des régimes déterminés par un niveau seuil du ratio dette/PIB, incorporant ainsi les dynamiques de court et de long terme dans une spécification économétrique unifiée, compatible avec les effets de relance keynésiens, les mécanismes d'éviction néoclassiques et les considérations de croissance endogène.

Modèle de croissance de référence est :

$$\mathrm{L}nPIB = \alpha_0 + \alpha_1 \ln FBCF_t + \alpha_2\, lndette_t + \alpha_3 lnouv_t + \alpha_4 \ln IPC_t + \alpha_5 \ln Caphumain_t + \alpha_6\, LnPopact_t + u_t$$

Modèle de régression à seuil (TR) :

$$y_t + \begin{cases} \beta_1' x_t + \varepsilon_t \; si \; q_t \leq \gamma \\ \beta_2' x_t + \varepsilon_t \; si \; q_t > \gamma \end{cases}$$

où β1 et β2 sont des vecteurs de coefficients spécifiques au régime, est la variable de seuil observée, est le paramètre de seuil inconnu, et$q_t \; \gamma \; \varepsilon_t \sim N(0, \sigma^2)$.

Pour évaluer l'impact de la dette publique extérieure sur la croissance économique, cette étude considère cette dernière comme la variable dépendante, reflétant la performance macroéconomique globale, tandis que la dette extérieure, exprimée en pourcentage du PIB, constitue la principale variable explicative. L'effet attendu de la dette extérieure est théoriquement positif dans la mesure où les ressources empruntées sont orientées vers des investissements productifs qui atténuent les contraintes de financement intérieur et favorisent l'accumulation de capital. Toutefois, cette relation est potentiellement réversible en cas de gouvernance défaillante, de dépenses publiques inefficaces ou d'endettement excessif, ce qui peut transformer la dette en un frein à la croissance plutôt qu'en un catalyseur.

Le modèle inclut également un ensemble de variables de contrôle représentant les principaux canaux de croissance économique. La formation brute de capital fixe (accumulation de capital physique) devrait influencer positivement la croissance (théories néoclassiques et de la croissance endogène). Les dépenses publiques reflètent l'intervention de l'État dans la production de biens collectifs et d'infrastructures productives, leur effet sur la croissance dépendant de la composition et de l'efficacité de ces dépenses. Le capital humain (taux de scolarisation dans le secondaire) est introduit pour tenir compte des gains de qualité et de productivité du travail et la population active pour rendre compte des effets de l'offre de travail. Dans l'analyse de seuil, les recettes publiques et l'inflation sont incluses pour tenir compte respectivement de la capacité budgétaire et de la stabilité macroéconomique : des recettes plus élevées améliorent la soutenabilité de la dette, tandis qu'une inflation élevée réduit les effets stimulants de la dette extérieure sur la croissance. Les données sont des séries temporelles des Indicateurs du développement dans le monde (WDI, 2024) et des publications de la Banque centrale du Congo.

Après tests de stationnarité, les résultats du test de Dickey-Fuller augmenté montrent qu'au seuil de signification de 5 %, l'hypothèse nulle de racine unitaire ne peut être rejetée pour toutes les variables. Cela implique que les données sont caractérisées par un ordre d'intégration mixte, certaines séries étant non stationnaires tandis que d'autres le sont en niveau.

2.2. Résultat des estimations

Ce point présente les résultats empiriques obtenus grâce aux procédures d'estimation appliquées dans cette étude. Elle expose d'abord les estimations ARDL à court et à long terme, puis les résultats de l'analyse de régression à seuil. L'ensemble de ces résultats offre une évaluation complète du lien entre la dette publique extérieure et la croissance économique en République Démocratique du Congo.

Tableau 1. Résultats des estimations de long et court terme

Équation des niveaux Cas 2 : Constante restreinte et absence de tendance				
Variable	Coefficient	Erreur type	Statistique t	Prob.
DETTE	0,024548	0,009999	2,455084	0,0268
DÉPUB.	-0,940397	0,180925	-5,197712	0,0001
FBCF	0,215656	0,097034	2,222480	0,0420
TBSS	-0,299666	0,126776	-2,363754	0,0320
POPACT	-8,083815	0,925775	-8,731943	0,0000
C	435.1537	48,38423	8,993708	0,0000

Régression ECM				
Cas 2 : Constante restreinte et absence de tendance				
Variable	Coefficient	Erreur type	Statistique t	Prob.
D(DÉPUB)	-0,351285	0,038649	-9,089072	0,0000
D(FBCF)	-0,135416	0,027238	-4,971655	0,0002
D(TBSS)	0,098255	0,042788	2,296326	0,0365
D(POPACT)	0,266371	1,049613	0,253780	0,8031
CointEq(-1)*	-0,554163	0,028046	-19,75874	0,0000
R^2	0,979797			
R^2 ajusté	0,967290			

Source : L'Auteur à partir des résultats d'Eviews10

Les estimations à long terme indiquent que la dette publique extérieure exerce un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique de la République démocratique du Congo sur la période 1985-2023, suggérant que les emprunts extérieurs ont contribué à atténuer les contraintes de financement intérieur et à soutenir l'investissement et le développement des infrastructures. Ce résultat est en accord avec l'hypothèse de la croissance tirée par la dette dans les pays en développement, où les ressources extérieures peuvent stimuler la croissance jusqu'à un certain niveau. Par contre, les dépenses publiques ont un effet négatif et significatif sur la croissance, ce qui traduit des inefficacités dans l'allocation des dépenses et des problèmes de gouvernance. La formation brute de capital fixe a un impact positif sur la croissance, soulignant l'importance de l'accumulation de capital physique, tandis que les coefficients négatifs de la scolarisation secondaire et de la population active indiquent des désajustements structurels entre les résultats scolaires, l'offre de travail et la capacité de l'économie à créer des emplois productifs.

A court terme, le terme de correction d'erreur est négatif et très significatif, ce qui confirme l'existence d'une relation d'équilibre stable à long terme et un ajustement assez rapide vers cet équilibre. La dette publique extérieure n'affecte pas significativement la croissance à court terme, ce qui suggère que les fluctuations d'emprunt ne se traduisent pas par des gains de croissance immédiats, un résultat conforme aux arguments de surendettement. Les dépenses et investissements publics ont un effet mitigé à court terme (effets d'éviction au début et effets positifs sur la croissance plus tard), tandis que le capital humain a un effet plus stable sur la croissance à court terme. Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que la dette extérieure affecte la croissance principalement par des canaux de long terme et que son efficacité en RDC dépend de l'efficience des investissements, de la qualité des institutions et de la capacité à convertir les ressources empruntées en actifs productifs.

Les tests de robustesse du modèle ARDL confirment la robustesse des résultats estimés. Le test de normalité de Jarque-Bera montre que les résidus sont normalement distribués, ce qui vérifie une hypothèse clé pour la validité des inférences statistiques dans le modèle ARDL. Par ailleurs, le test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey donne une p-value de 0,09, validant l'absence d'autocorrélation, et le test de Breusch-Pagan-Godfrey donne une statistique de 0,30 avec une probabilité de 0,99, suggérant des résidus homoscédastiques. Les diagnostics de stabilité basés sur les tests CUSUM et CUSUMSQ montrent en outre que les résidus récursifs restent dans l'intervalle de confiance à 5 %, attestant de la stabilité structurelle du modèle sur la période d'échantillonnage. L'ensemble de ces résultats confirme la validité économétrique de la spécification ARDL et la robustesse et la fiabilité des effets estimés.

Tableau 2. Résultat de l'effet seuil de la dette publique

Variable dépendante :TCR					
VARIABLES	RÉGIME 1 : DETTE < 13.25503	RÉGIME 2 : 13.25503 <= DETTE < 33.15617	RÉGIME 3 : 33.15617 <= DETTE < 67.25582	RÉGIME 4 : 67,25582 <= DETTE < 109,72	RÉGIME 5 : 109,72 <= DETTE
C	20,40581 [3,03]**	-6,080412 [-0,41]	-21,14755 [-2,55]**	22.31087 [6.01]**	-14,98507 [-1,132]**
DETTE	-0,688762	0,276219	0,276309	-0,128123	

	[-2,43]**	[3.52]**	[2.96]**	[-3,72]**	-0,278473 [2,68]**
RC	1,728647 [2,84]**	0,676288 [1,19]*	-1,552303 [-1,07]	-0,641085 [-4,15]**	-1,626375 [-6,83]**
DEP	-2,297801 [-2,62]**	0,159003 [0.21]	2,675106 [1,63]*	-0,302990 [-1,37]**	-0,129816 [-0,77]**
TXINFL	-1,548110 [-1,25]	-0,034496 [-0,25]	-0,029433 [-4,29]**	-0,005754 [-5,68]**	-0,003478 [-5.11]**

Source : L'Auteur à partir des résultats d'Eviews10

- Les termes entre crochets correspondent à t-statistic.
- ***, **, * utilisés pour désigner les Tests significatifs respectivement au seuil de 1%, 5% et 10%.

Les résultats de la régression à seuil révèlent que l'effet de la dette publique sur la croissance économique en RDC est manifestement non linéaire et dépend du régime. Pour des faibles niveaux d'endettement, en dessous de 13,26% du PIB, les emprunts extérieurs ont un impact négatif sur la croissance, reflétant l'inefficacité budgétaire, tandis que les recettes publiques favorisent la croissance et les dépenses publiques la freinent. Dans la fourchette intermédiaire, entre 13,26 % et 33,16 %, la dette et les autres variables explicatives n'ont pas d'impact significatif, ce qui indique une zone neutre où l'accumulation de la dette n'encourage ni ne décourage l'activité économique.

Au-delà de cette fourchette, la réponse de la croissance se modifie sensiblement. Lorsque la dette se situe entre 33,16 et 67,26 % du PIB, les emprunts extérieurs favorisent positivement à la croissance, à condition que l'inflation reste maîtrisée, ce qui suggère que la dette peut soutenir l'investissement productif en période de stabilité macroéconomique. Mais à des seuils d'endettement plus élevés (au-delà de 67,26%), l'effet de la dette devient négatif et de plus en plus néfaste au-delà de 109,72% car l'augmentation des coûts du service de la dette, les pressions inflationnistes et la détérioration des capacités budgétaires compromettent ensemble la performance économique.

CONCLUSION

Cette recherche a analysé le lien entre la dette publique extérieure et la croissance économique en RDC sur la période 1985-2023, à travers un modèle ARDL complétée d'une régression à seuil discret. Les résultats empiriques montrent une relation de cointégration à long terme entre la dette et la croissance : la dette publique extérieure a un effet positif et significatif à long terme et non significatif à court terme. Cela implique que les emprunts extérieurs soutiennent la croissance principalement via des canaux retardés (développement des infrastructures, accumulation de capital) plutôt que par des effets immédiats sur la demande. Mais les résultats indiquent aussi que les dépenses publiques et la dynamique du marché du travail ont tiré la croissance vers le bas, ce qui témoigne d'une allocation inefficace des dépenses et de faiblesses structurelles du marché du travail.

L'analyse des seuils révèle par ailleurs que la relation dette-croissance en RDC est non linéaire et dépendante du régime. La dette extérieure ne favorise la croissance que dans une fourchette d'endettement intermédiaire, tandis que des niveaux faibles d'endettement sont liés à une croissance plus faible. Au-delà des seuils, l'augmentation des coûts du service de la dette, les tensions inflationnistes et la réduction des marges budgétaires dépassent les avantages potentiels de l'emprunt, conformément à l'hypothèse du surendettement. Ces résultats montrent que l'effet de la dette sur la croissance dépend moins de son niveau que de sa soutenabilité, de la stabilité macroéconomique et de l'efficience de la gestion et de l'allocation des ressources empruntées.

En termes de politiques publiques, ces résultats mettent en évidence l'importance d'une gestion prudente et stratégique de l'endettement extérieur pour la RDC. La dette publique doit être maintenue à des niveaux soutenables et utilisée pour des investissements productifs à haut rendement (infrastructures, capital humain), en évitant un recours excessif à l'endettement pour financer les dépenses courantes. Le renforcement de la gestion des finances publiques, l'amélioration de l'efficience et de la transparence des dépenses publiques et le renforcement de la stabilité macroéconomique - en particulier la stabilité des prix - sont nécessaires pour s'assurer que la dette extérieure se traduise par une croissance durable. En liant la gestion de la dette aux réformes structurelles et au renforcement institutionnel, la RDC peut utiliser l'emprunt extérieur comme levier de développement tout en limitant les risques de surendettement.

BIBLOGRAPHIE

- AFONSO, A., & SOUSA, R. M. (2011). *The macroeconomic effects of fiscal policy*. Applied Economics, 43(34), 4439–4454.
- ATTALI, J. (2021). *L'économie de la vie : Se préparer à ce qui vient*. Paris : Fayard.
- Banque mondiale. (2023). *Aperçu de la dette publique en RDC*. Washington, DC : World Bank.
- Banque mondiale. (2025). *Dette publique et croissance économique : Approche théorique*. Récupéré de https://www.banquemondiale.org/fr/topic/debt/overview
- BARRO, R. J. (1974). *Are government bonds net wealth?* Journal of Political Economy, 82(6), 1095–1117.
- BÉNASSY-QUÉRÉ, A. (2012). *Politique économique*. Paris : De Boeck Supérieur.
- BERR, C. (2010). *La dette publique*. Paris : La Découverte.
- CARTON, B. (2013). *Dette et croissance économique : Approches empiriques*. Paris : L'Harmattan.
- CLEMENTS, B., BHATTACHARYA, R., & NGUYEN, T. Q. (2003). External debt, public investment, and growth in low-income countries. *IMF Working Paper*, 03/249.
- DEBLOCK, C., & KAZI AOUL, S. (2001). *Dette extérieure des pays en développement*. Montréal : Université du Québec à Montréal.
- DEVOLUY, M. (2012). *Les dettes publiques sont-elles souveraines ?* Paris : Economica.
- DJOMAMOU, Z. D. (2018). *Dette publique et croissance économique au Bénin* [Mémoire de Master]. Université d'Abomey-Calavi.
- FERRY, M. (2021). *La soutenabilité des dettes en Afrique : État des lieux et enjeux futurs*. Paris : Karthala.
- KENKOUO, G. A., & TCHUISSEU SEUYONG, F. (2020). Relation dette et croissance économique : Quel niveau d'endettement public optimal dans la CEMAC ? *Revue d'économie du développement*, 28(3), 115–142.
- MASIKA, K. E. (2016). *Empirical investigation of the impact of external debt on economic growth in the Democratic Republic of the Congo (1972–2012)* [Master's thesis]. Kwame Nkrumah University of Science and Technology.
- MUMPASI, R. N. (2008). *La dette publique extérieure de la RDC et son impact sur le développement agricole (1970–2006)* [Mémoire]. Université de Kinshasa.
- OLIVARES-CAMINAL, R. (2020). *Sovereign debt restructuring*. Oxford: Oxford University Press.
- PESCATORI, A., Sandri, D., & Simon, J. (2014). Debt and growth: Is there a magic threshold? *IMF Working Paper*, 14/34.
- REINHART, C. M., & ROGOFF, K. S. (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review: Papers & Proceedings*, 100(2), 573–578.
- Revue Internationale des Économistes de Langue Française (RIELF). (2020). *Dette publique et croissance économique*.
- RICARDO, D. (1951). *On the principles of political economy and taxation*. Cambridge : Cambridge University Press.
- SAIDANE, I. (2011). *Surendettement et croissance économique dans les pays en développement*. Paris : L'Harmattan.
- TOUSSAINT, E. (2016). *La dette ou la vie : Démystifier Alexandre Nahum Sack et la doctrine de la dette odieuse*. Bruxelles : CADTM.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

